

Macron et les États européens « face » aux migrant.e.s : Leur politique contre nos revendications

Macron déclare vouloir renforcer l'Union européenne et se pose en adversaire des dirigeants les plus nationalistes et xénophobes de l'U.E., tels le Hongrois Viktor Orban ou l'Italien Matteo Salvini.

Mais pour ce qui concerne la question migratoire, on a bien du mal à voir la différence.

En témoigne la tribune de Macron publiée le 4 mars dans la presse de 28 États européens, qui précise ses projets pour l'Union européenne.

Ce sont en particulier des projets sécuritaires : augmenter les dépenses militaires, renforcer les frontières « *face aux migrations* » (sic) qui sont présentées comme un menace : « *je crois, face aux migrations, à une Europe qui protège à la fois ses valeurs et ses frontières* ».

Pour cela, Macron veut « *remettre à plat l'espace Schengen* » avec un « *contrôle rigoureux des frontières* » : « *Une police des frontières commune et un office européen de l'asile, des obligations strictes de contrôle* », cela « *sous l'autorité d'un Conseil européen de sécurité intérieure* ».

Macron se situe ainsi sur le même terrain que le parti de Marine le Pen : tandis que cette dernière veut « bunkériser » les frontières nationales, Macron préfère bunkériser l'Union européenne. Ce n'est qu'une différence d'échelle : d'ailleurs plusieurs partis d'extrême droite, en Autriche par exemple, sont désormais « européens compatibles », prônant une Europe chrétienne et xénophobe.

C'est ce qu'a bien compris Viktor Orban, dont Macron prétend être l'adversaire : « *Dans les détails, nous avons bien sûr des divergences de vues, mais ce qui est bien plus important (...) c'est que cette initiative (est) un bon point de départ pour un dialogue sérieux et constructif sur l'avenir de l'Europe* ». Face aux « migrations », Macron et le très xénophobe Orban agissent dans le même sens.

Le 25 avril, Macron précise : l'« *espace Schengen avec les règles des accords de Dublin cela ne marche plus. Pour moi, le deuxième grand combat européen avec le climat, c'est le combat en matière de migration. (...) on doit refonder Schengen quitte à ce que ce soit un Schengen avec moins d'États* ». Et il prétend que nous serions « *confrontés à des détournements très profonds du regroupement familial comme des migrations liées à l'asile* ».

Ce mensonge conforte le discours de Le Pen, et justifie la répression, les expulsions qui se poursuivent.

Contre leur politique xénophobe et anti sociale, nous réaffirmons :

- **Liberté de circulation et d'installation !**
- **Droit au travail ! Mêmes salaires et mêmes droits pour toutes et tous !**
- **Régularisation de toutes et tous les sans papiers !**

Christophe Castaner et Matteo Salvini : mêmes mensonges !

Pour justifier le rejet des migrants, Salvini, ministre italien de l'Intérieur, fournit les pires arguments, dont certains sont qualifiés de « délires » par sa collègue la ministre italienne des armées. Cela n'empêche pas Castaner de reprendre à son compte (le 5 avril) les mensonges de Salvini, qui prétend que les ONG qui interviennent en mer pour sauver les migrants aident les filières des passeurs. Sans fournir de preuve, Castaner prétend qu'une telle « collusion » est « documentée ».

Rien qu'en Méditerranée centrale, plus de 18 000 personnes sont mortes depuis cinq ans.

« Réfugiés climatiques »

Macron et l'U.E. veulent établir de savantes distinctions entre réfugiés (qu'ils ne protègent guère) et migrants économiques (qu'ils refoulent en général). Mais comment distinguer entre celles et ceux qui fuient les guerres ou la répression, qui fuient la misère ou sont victimes des bouleversements climatiques qui contribuent à la fuite de millions d'êtres humains ? Tous sont victimes de la recherche effrénée du profit, qui détruit les hommes et la nature.

Nous voulons : **Droit d'asile sans restriction ! Arrêt des expulsions !**

L'Agence européenne des gardes frontière (ex Frontex) ou la bunkérisation de l'U.E.

Le 17 avril 2019, le Parlement européen a voté le renforcement de Frontex, avec un corps de garde-frontières et garde-côtes pouvant atteindre 10 000 hommes en 2027, qui s'ajoutera aux 100 000 douaniers nationaux. Elle aura son propre budget pour acquérir notamment des navires et avions.

Frontex aura en particulier la capacité de contrôler, d'aider les pays membres à retenir et expulser les migrants, à intervenir dans les pays tiers, en dehors de l'U.E.

Notre exigence : Suppression de l'Agence européenne des gardes frontières (ex-FRONTEx) !



Les amis locaux de Macron

Le maire de Lyon ? La loi qu'il a fait voter comme ministre de l'Intérieur est en application. Elle rend plus difficile l'accueil et facilite les expulsions.

Le président de la métropole ? De sa responsabilité relève la mise à l'abri et la protection des enfants en danger. Mais elle externalise nombre de ses missions, faisant appel au bénévolat plutôt qu'aux agents professionnels de la Métropole pour prendre en charge ces mineurs.

Et face au manque de places pour scolariser tous les enfants migrants alors que c'est une obligation, on envisage de créer des « sas » d'attente confiés aussi à des associations, hors système scolaire.

La préfecture s'obstine à appliquer le règlement de Dublin avec zèle.

Nos exigeons à l'inverse :

- **Prise en charge par la Métropole ou le département de tous les mineurs isolés, des jeunes majeurs, dans le cadre du droit commun de l'aide sociale à l'enfance.**
- **Scolarisation de tous et toutes dans le cadre de l'Éducation nationale.**
- **Abrogation des accords de Dublin** (obligeant à demander l'asile dans le 1^{er} pays d'enregistrement).

Nous exigeons aussi :

- **Fermeture des centres de rétention. Abandon des visio-audiences.**
- **Arrêt des expulsions des squats et terrains occupés, ouverture des locaux de la Métropole.**
- **Droit au logement immédiat pour toutes et tous.**
- **Abrogation de la loi Macron-Collomb, et des lois dites d'immigration choisie.**

Collectif de soutien aux réfugiés et migrants Lyon-69 : ActForRef, ATTAC 69, CGT Vinatier, CGT-Éduc'Action 69, Union Départementale CGT, Union Départementale CNT, Collectif Agir Migrants, Collectif Amphi Z, Collectif des étudiantEs étrangerEs, Collectif 69 Palestine, Émancipation-69, FSU 69, LDH 69, Migrations Minorités Sexuelles et de Genre, MRAP LYON 1-4 et 3-7-8, RESF-69, Union Syndicale Solidaires 69, Solidaires EtudiantEs, Solidaires Retraités 69, SUD santé sociaux 69, UJFP Lyon, Alternative Libertaire, Coordination des Groupes Anarchistes-Lyon, EELV 69, Ensemble!, France Insoumise Migrations, L'insurgé, Lutte ouvrière, MJCF 69, Nouveau Parti Anticapitaliste, Nouvelle Donne, Parti de Gauche 69, PCF, UPC...

Contact : [**collectifrefugie69@laposte.net**](mailto:collectifrefugie69@laposte.net)